

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/FIN/M/41

13 août 2003

(03-4217)

---

Comité du commerce des services financiers

## RAPPORT DE LA RÉUNION TENUE LE 7 JUILLET 2003

### Note du Secrétariat<sup>1</sup>

1. Le Comité du commerce des services financiers a tenu une réunion le 7 juillet 2003. L'ordre du jour figure dans l'aérogamme WTO/AIR/2135.
2. Le Président a annoncé qu'il avait l'intention de soulever deux questions dans le cadre des "Autres questions". Premièrement, l'adoption de la mise à jour du rapport du Comité avant la Conférence ministérielle de Cancún; deuxièmement, le mécanisme d'examen transitoire pour la Chine. Il avait en outre l'intention de mettre les Membres au courant, à titre officieux, de la visite informelle faite au siège du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire et de l'Association internationale des contrôleurs d'assurance le 27 juin 2003. Il a ensuite proposé que l'ordre du jour soit adopté.
3. Le Comité en est ainsi convenu.
- A. ACCEPTATION DU CINQUIÈME PROTOCOLE ANNEXÉ À L'ACCORD GÉNÉRAL SUR LE COMMERCE DES SERVICES REPRENANT LES RÉSULTATS DES NÉGOCIATIONS SUR LES SERVICES FINANCIERS
4. Le Président a rappelé qu'en réponse à la demande présentée par la Pologne le 3 juillet 2003, le Conseil du commerce des services avait décidé de rouvrir le cinquième Protocole pour l'accession de la Pologne. En outre, l'Uruguay et la République dominicaine avaient accepté le cinquième Protocole les 6 et 17 juin 2003 respectivement. Conformément au paragraphe 3 du Protocole et en application des Décisions du Conseil du commerce des services du 14 mai 2003, le Protocole était entré en vigueur pour l'Uruguay le 6 juin 2003 et pour la République dominicaine le 17 juin 2003. Ces renseignements figuraient dans le document WT/Let/447. Il a aussi rappelé que trois autres Membres de l'OMC devaient encore accepter le cinquième Protocole, à savoir: le Brésil, la Jamaïque et les Philippines. Il a invité ces trois Membres à fournir tous renseignements complémentaires sur l'état d'avancement de leurs processus interne et, éventuellement, d'indiquer à quelle date ils prévoyaient de conclure la procédure d'acceptation.
5. Le représentant du Brésil a dit que la procédure de ratification restait en cours devant le Congrès brésilien. Il n'était malheureusement pas en mesure d'indiquer un délai pour l'acceptation du Brésil.
6. Le représentant des Communautés européennes a engagé le Brésil, la Jamaïque et les Philippines à accepter ce Protocole dès que possible afin que les Membres puissent avoir une image plus nette de la situation dans les négociations en cours.

---

<sup>1</sup> Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

7. La représentante des États-Unis a dit que les renseignements fournis par le Brésil étaient plutôt vagues. Les États-Unis apprécieraient des renseignements plus détaillés, comprenant notamment des jalons ou des dates limites pour la conclusion du processus de ratification. Elle espérait que le Brésil faisait tous les efforts nécessaires pour assurer l'acceptation des engagements pris dans le cadre des négociations de 1997. En outre, les États-Unis apprécieraient aussi des renseignements complémentaires de la part de la Jamaïque et des Philippines quant à leurs procédures de ratification. Les Philippines avaient signalé à des réunions précédentes que son retard concernant l'acceptation du cinquième Protocole était dû à une question de procédure. Étant donné qu'il s'agissait d'une question de procédure, l'intervenante espérait que les Philippines auraient du nouveau à signaler au sujet de l'achèvement de cette procédure de ratification. Elle a aussi fait observer que la Jamaïque n'avait pas donné de renseignements depuis longtemps. Elle a vivement engagé la Jamaïque à fournir au Comité des informations concernant sa procédure interne pour l'acceptation des engagements souscrits dans le cadre des négociations de 1997.

8. Le Président a fait observer qu'aucun représentant de la Jamaïque ou des Philippines ne se trouvait dans la salle pour le moment.

9. Le représentant du Canada a vivement engagé le Brésil, la Jamaïque et les Philippines à ratifier le cinquième Protocole dès que possible.

10. En conclusion, le Président a signalé que l'on avait souhaité obtenir de plus amples renseignements sur la procédure interne de ratification dans les trois pays Membres où ce processus restait en instance, à savoir le Brésil, la Jamaïque et les Philippines. Il a ajouté qu'il serait utile que ces trois Membres puissent donner à la prochaine réunion du Comité des renseignements complémentaires sur ces procédures internes.

11. Le Comité a pris note des déclarations faites et a décidé de revenir à ce point à la prochaine réunion.

## B. QUESTIONS TECHNIQUES

12. Le Président a rappelé qu'à la réunion précédente, Cuba et la Thaïlande avaient présenté des observations complémentaires sur le document du FMI intitulé "Stabilité du secteur financier, ordre des réformes et flux de capitaux", distribué sous la cote Job(03)/52. À cette occasion, la Thaïlande avait dit – au moins explicitement – qu'elle souhaitait réfléchir plus à fond sur la question à l'étude, à savoir la portée des obligations des Membres au titre de l'AGCS en ce qui concernait les mouvements de capitaux liés à des engagements spécifiques concernant certains services financiers. Le Président a rappelé qu'il avait conclu la réunion en indiquant que le Comité reviendrait à ce point de l'ordre du jour intitulé "Questions techniques", à la réunion actuelle. Il a ensuite invité les délégations à faire des observations sur le document du FMI, à présenter des observations complémentaires sur la question à l'étude, ou même à soumettre toute autre question technique à l'examen du Comité.

13. Aucune intervention n'a été faite sous ce point de l'ordre du jour.

## C. FAITS RÉCENTS TOUCHANT LE COMMERCE DES SERVICES FINANCIERS

14. Le Président a signalé qu'à la réunion précédente, Hong Kong, Chine, avait fourni des réponses écrites aux questions soulevées par les Membres à la réunion précédente au sujet de son document sur les opérations financières électroniques. Ces réponses avaient été distribuées en tant qu'addendum au document S/FIN/W/25. En outre, la Suisse avait présenté une autre communication sur les opérations financières électroniques, distribuée sous la cote S/FIN/W/26. Les deux communications avaient suscité un débat intéressant. Un large éventail de questions avaient été soulevées, telles que la réglementation pour la protection du consommateur, les liens entre la banque

électronique et la banque traditionnelle, les défis posés en matière de finances électroniques par le blanchiment d'argent et autres activités frauduleuses, la question de la "neutralité technologique" tant dans la réglementation nationale que dans les engagements au titre de l'AGCS, et les questions liées à l'exécution des contrats entre consommateurs et fournisseurs. Le Président a également rappelé qu'il avait conclu en signalant que le débat révélait combien il importait que le Comité dispose d'une information actualisée concernant non seulement les tendances en matière d'opérations financières électroniques, mais aussi les relations entre l'évolution des finances électroniques et les négociations en cours sur les engagements spécifiques dans le secteur des services financiers. Il était certainement nécessaire de continuer à débattre de la question, tant du point de vue de la réglementation que de celui du commerce. Il encourageait les Membres, à cette occasion, à échanger leurs résultats d'expériences, ou même leurs préoccupations, en ce qui concernait la réglementation et le commerce des services financiers électroniques.

15. Le représentant de la Suisse a apporté des réponses préliminaires aux questions que les Membres avaient posées à la réunion précédente au sujet de la communication suisse sur la banque électronique. S'agissant du concept de neutralité technologique, la Suisse estimait que c'était là un principe fondamental essentiel de l'AGCS. Cela signifiait que les services restaient assujettis au même engagement quelle que soit la technologie employée pour les fournir. Toute infraction à ce principe pourrait porter atteinte aux engagements déjà souscrits dans le cadre de négociations antérieures. La neutralité technologique n'empêchait pas la réglementation de s'appliquer à tout moyen spécifique employé pour fournir un service, dans la mesure où ce dernier relevait de l'engagement considéré.

16. En ce qui concernait les questions touchant l'incidence de la banque électronique sur le secteur financier, le représentant de la Suisse a dit qu'il était difficile d'apprécier l'incidence de la banque électronique sur le secteur financier dans les pays en développement et dans les pays développés car il s'agissait d'une évolution relativement récente. Le manque de données fiables faisait aussi problème. Certaines études avaient été effectuées à la Banque mondiale ou à la CNUCED sur les possibilités offertes par les opérations financières électroniques pour les marchés émergents. Selon l'une des conclusions à évaluer, certains pays possèderaient aujourd'hui des systèmes financiers rudimentaires fournissant des services limités et dotés d'une infrastructure médiocre. Les services financiers éventuellement offerts ne s'adresseraient qu'à des groupes restreints: une clientèle urbaine possédant un patrimoine net important, des entreprises publiques et de grandes entreprises agro-industrielles plutôt que des petites et moyennes entreprises, des agriculteurs et des micro-entreprises. Les finances électroniques pourraient contribuer à améliorer l'allocation des ressources et les coûts d'intermédiation.

17. À la question de savoir s'il était possible de garantir la sûreté et la sécurité des activités bancaires utilisant les moyens électroniques, l'intervenant a répondu que la banque électronique était un prolongement de la banque traditionnelle et qu'elle n'apportait pas en soi de préoccupations additionnelles. Le recours à la banque électronique pourrait aggraver certaines préoccupations en matière de contrôle. Pour le moment, il n'existait pas en Suisse de règles spécifiques concernant la banque électronique, y compris pour les activités transfrontières. S'agissant de la réglementation prudentielle, l'organe suisse de surveillance faisait une distinction entre la protection du consommateur et la prévention des défaillances systémiques. L'organe suisse de surveillance contrôlait les établissements bancaires en Suisse et garantissait donc aux consommateurs que les établissements surveillés appliquaient des pratiques saines. Il n'était pas disposé à contrôler les activités des banques opérant depuis l'étranger. La loi suisse interdisait ainsi aux banques d'induire le consommateur en erreur au sujet de leur origine. La loi disposait que le consommateur devait pouvoir clairement distinguer si une banque était autorisée – et donc contrôlée – en Suisse. Il incombait ensuite au consommateur d'évaluer la solidité de l'établissement avec lequel il souhaitait traiter. Aucun problème de déclaration mensongère n'avait été signalé à l'organe de surveillance.

18. S'agissant de la prévention des défaillances systémiques, l'organe de surveillance appliquait les principes généraux élaborés sous les auspices du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire et de son Groupe des opérations bancaires électroniques. Le représentant de la Suisse a renvoyé les Membres intéressés à la Partie I de la communication S/FIN/W/26, où figurait un résumé des résultats obtenus par ce groupe. L'organe de surveillance n'avait rencontré aucune difficulté avec les opérations bancaires transfrontières. En cas de problème, il demandait la coopération du pays d'origine de l'établissement concerné afin d'éviter toute solution de continuité dans le contrôle bancaire. Cette approche n'excluait pas l'éventualité d'une réglementation spécifique de la banque électronique à l'avenir. Cette réglementation serait exclusivement motivée par des considérations prudentielles et n'aurait pas pour dessein de pratiquer une discrimination entre fournisseurs étrangers et nationaux. Les organes étrangers de contrôle bancaire n'étaient pas entrés en contact avec les banques suisses au sujet de leurs sites Internet et aucun client n'avait poursuivi les banques suisses en justice devant une juridiction étrangère.

19. De même, le risque opérationnel n'était pas spécifique de la banque électronique. Tous les établissements financiers étaient largement tributaires de leur infrastructure informatique. Les établissements financiers utilisaient très largement les moyens électroniques. Une panne des systèmes informatiques était très dommageable pour n'importe quel établissement financier. Les attentats terroristes du 11 septembre 2001 avaient démontré la robustesse de l'informatique de gestion dans la banque. De plus, les risques opérationnels (y compris les systèmes informatiques) faisaient partie de l'évaluation globale effectuée par les vérificateurs externes responsables devant l'organe de surveillance. En outre, des essais ciblés étaient réalisés afin d'apprécier la protection contre des attaques en ligne telles que le "piratage", le "reniflage", les "mystifications" ou le "dénî de service".

20. Lors d'un récent sondage réalisé par l'organe de surveillance, les banques n'avaient signalé aucun problème d'exploitation de leurs sites Internet, en dehors de brèves interruptions.

21. La question du for d'exécution des obligations de droit international entre le consommateur et le fournisseur de services était réglée, sauf convention contraire des parties, par les dispositions de la Loi fédérale sur le droit international privé. Ce texte était technologiquement neutre et il n'était pas prévu de le modifier en raison de l'évolution des technologies. Ainsi, les règles générales applicables aux opérations internationales continueraient de s'appliquer.

22. S'agissant des motifs qui avaient amené la fermeture de la seule banque virtuelle établie en Suisse, l'intervenant a dit que de nombreuses entreprises créées pendant la "bulle Internet" avaient fermé par la suite. Il semblait que cette banque exclusivement virtuelle ait été de celles-là. Il fallait souligner que de nombreuses banques "en dur" avaient lancé des projets de banque électronique. Certains de ces projets s'étaient développés et fonctionnaient très bien, mais d'autres avaient réduit leur envergure ou avaient été abandonnés. À noter aussi qu'il était difficile d'exploiter une banque purement virtuelle. Malgré un régime bancaire libéral, le client suisse souhaitait parfois avoir un contact physique avec sa banque pour des services plus élaborés. Il était intéressant de remarquer qu'à Hong Kong, Chine, la banque Internet utilisait le réseau de guichets d'un établissement de détail apparenté appartenant au même groupe bancaire.

23. En ce qui concernait l'application des règles sur le blanchiment de fonds aux opérations bancaires électroniques, l'intervenant a déclaré que l'organe suisse de surveillance était convaincu que le recours à la banque électronique n'affectait pas fondamentalement le rapport banque-client. En attendant l'entrée en vigueur d'une nouvelle loi sur les signatures électroniques, il n'était pas possible d'ouvrir un compte en Suisse par des moyens purement électronique car l'opération exigeait des formules autographes. L'organe de surveillance n'avait signalé aucune difficulté quant à l'application des règles contre le blanchiment de fonds dans le contexte de la banque électronique. Il a déclaré que cette réponse était préliminaire et qu'il reviendrait à cette question à la prochaine réunion.

24. Le représentant du Taipei chinois a dit que les Membres avaient largement tiré parti des deux intéressantes communications de la Suisse et de Hong Kong, Chine, sur la banque électronique et les finances électroniques, et qu'ils s'étaient familiarisés avec les possibilités et les défis présentés par la banque électronique. Il s'est concentré sur une question précise: le rapport entre la banque électronique et les initiatives contre le blanchiment d'argent. Pour ce qui concernait le régime réglementaire, il existait au moins trois règles essentielles pour la lutte contre le blanchiment de fonds. La première règle, comme l'avait mentionné le représentant de la Suisse, était que le client devait se présenter en personne pour ouvrir un compte. En d'autres termes, ce service risquait de ne pouvoir être fourni par la voie électronique. La deuxième règle était celle de la "notoriété du client". La troisième était l'obligation de faire des déclarations d'opérations suspectes. Les banques étaient tenues par les organes de contrôle de déclarer toute activité suspecte. La mise en œuvre de ces règles était la clef du succès dans ce domaine.

25. Au paragraphe 7 de la réponse écrite de Hong Kong, Chine, il était signalé que ce Membre comptait en fait une seule banque virtuelle en exploitation. Compte tenu de la première règle qu'il venait de mentionner – l'obligation de se présenter en personne pour ouvrir un compte – l'intervenant a demandé à Hong Kong, Chine, comment une banque exclusivement virtuelle pouvait s'y conformer et quelle était la réglementation appliquée.

26. Le représentant de la Malaisie a dit qu'il soulèverait certains des points que sa délégation avait mentionnés à la réunion de la session spéciale du Conseil du commerce des services. Le texte intégral de la déclaration était adressé au Secrétariat pour distribution aux Membres.

27. Avant toute chose, la Malaisie restait résolue à libéraliser son secteur des services financiers, mais la libéralisation devait être introduite avec circonspection et graduellement. La Malaisie avait été gravement éprouvée par la crise financière asiatique quelques années auparavant. Dans le dessein de réaliser l'objectif à long terme de la Malaisie, consistant à édifier un secteur financier compétitif et à l'épreuve des chocs, les pouvoirs publics avaient lancé en 2002 le Plan directeur du secteur financier et le Plan directeur du marché des capitaux. Le but était d'assurer, au-delà de la consolidation du secteur intérieur, que les établissements locaux seraient prêts pour la future libéralisation. Les plans directeurs prévoyaient un cadre à dix ans. La "phase 1" de chaque plan directeur visait essentiellement un renforcement des capacités conçu pour assurer l'efficacité et la compétitivité des établissements financiers locaux et à mettre en place une infrastructure efficace pour la protection du consommateur. L'exécution progressait comme prévu, bien que plusieurs événements survenus l'année précédente aient créé de graves difficultés pour les établissements locaux, amenant les autorités à réviser certains aspects touchant la mise en œuvre des plans. Alors que l'on comptait 54 établissements bancaires au début du processus, la consolidation avait permis de ramener le nombre de banques locales à dix groupes bancaires fin décembre 2002. Il existait 13 banques commerciales à capitaux étrangers. Dans le cas des activités de courtage, le nombre de maisons de courtage en valeurs mobilières était passé de 66 à 40 pendant la même période – de 2000 à décembre 2002. Il s'agissait d'un processus majeur de par son envergure et sa complexité car il concernait plus de 50 établissements bancaires et 66 maisons de courtage. Les fusions n'avaient pas été faciles et beaucoup restait à faire pour consolider les cultures organisationnelles de ces nombreuses entreprises. Il y avait aussi eu des difficultés à fusionner les bases de données et les systèmes informatiques sans rupture d'efficacité. D'autres difficultés étaient encore en voie de règlement, notamment des questions de gestion des ressources humaines et de déploiement de la main-d'œuvre. À cet égard, l'objectif était d'assurer le moins possible de perturbations sociales, compte tenu des incertitudes géopolitiques qui se faisaient jour dans la région.

28. L'éventualité d'une nouvelle série de fusions d'établissements financiers locaux avait récemment soulevé des inquiétudes. À cause de cela, on estimait qu'une plus longue période d'ajustement et de consolidation serait nécessaire. Il existait pour le moment 13 banques à capitaux intégralement étrangers et, fin 2002, les étrangers possédaient en moyenne 23 pour cent du capital

total du secteur bancaire. Globalement, les étrangers détenaient près de 33 pour cent de l'actif des banques commerciales. Dans le secteur des assurances, sur 54 compagnies d'assurance, 23 avaient un capital majoritairement étranger. La part des capitaux étrangers sur le marché de l'assurance restait importante avec 77 pour cent des primes d'assurance-vie et 40 pour cent des primes d'assurances générales. Sur le marché des capitaux, cinq des 79 sociétés agréées de gestion de fonds étaient à capital majoritairement ou intégralement étranger, tandis que dans le secteur du conseil en investissement, près de la moitié des sociétés agréées avaient un capital majoritairement ou intégralement étranger. Outre les parts de fonds propres, la participation étrangère s'exerçait sous d'autres formes, par exemple par l'entremise d'alliances stratégiques avec des entités locales. Dans le secteur des assurances, il existait dix accords banque-assurances auxquels participaient des banques de droit malaisien à capitaux étrangers, dont neuf concernaient des compagnies d'assurance à capitaux locaux. Le processus de consolidation était donc très près de toucher à son terme mais, comme on l'avait signalé, une nouvelle série de fusions étaient encore possibles. La Malaisie souhaiterait consolider encore le secteur bancaire. Cette première phase constituerait donc un important repère pour déterminer la progression possible de la libéralisation dans le proche avenir. On envisageait une période de dix ans. L'engagement de la Malaisie en matière de libéralisation était donc une question de temps et non de volonté. La libéralisation devait être menée à un rythme compatible avec les conditions ambiantes. Et surtout, il était important de s'assurer que la libéralisation ne marginaliserait pas les établissements financiers locaux.

29. Le représentant de l'Australie a demandé un complément d'information à la Malaisie. À cet égard, il ressortait clairement de la déclaration de la Malaisie que les établissements financiers étrangers étaient bien implantés sur le marché local et contribuaient au développement économique de la Malaisie. Mais on voyait moins bien pourquoi le processus de consolidation devait nécessairement exclure ou influencer le calendrier d'une libéralisation plus poussée. Il a donc demandé si la Malaisie pouvait envisager de nouveaux engagements dans ce domaine, pour tenir compte du fait que les établissements étrangers jouaient un rôle important dans l'économie. En particulier, il se demandait dans quelle mesure des engagements pourraient être pris en vue de libéraliser encore plus les activités auxquelles pouvaient se livrer les établissements étrangers, compte tenu des difficultés que la Malaisie avait signalées en matière de gestion et de pénurie de main-d'œuvre.

30. Le Président a demandé à la Malaisie de qui émanait, à l'origine, l'initiative de lancer le processus de consolidation et si celui-ci était piloté par les pouvoirs publics ou obéissait aux forces du marché.

31. En réponse aux questions soulevées, le représentant de la Malaisie a dit que le processus de consolidation avait été piloté à la fois par les pouvoirs publics et par les forces du marché. La Loi sur les établissements bancaires et financiers, adoptée au début des années 90, prévoyait déjà une certaine forme de consolidation. Du fait de l'expansion économique des années 90, un trop grand nombre d'établissements bancaires avaient été établis lorsque s'était déclarée la crise financière. Les agents économiques actifs sur le marché avaient été amenés, dans une certaine mesure, à se consolider en dix groupes bancaires et l'on envisageait actuellement de passer à cinq groupes bancaires afin de les renforcer. En réponse à la question posée par l'Australie, l'intervenant a dit que le processus de libéralisation devait procéder graduellement afin de permettre à ces groupes bancaires d'être plus compétitifs et plus efficaces. On avait toujours craint qu'une ouverture trop rapide du marché ne répondrait pas à l'objectif de la politique nationale, qui était de rendre le secteur financier plus compétitif et plus résistant aux chocs. Les plans directeurs s'inscrivaient dans un cadre de dix ans. Une fois terminée la phase 1, les pouvoirs publics passeraient aux phases 2 et 3, cette dernière concernant plus précisément la libéralisation future pour les fournisseurs étrangers.

32. Le Président a remercié de leurs contributions les délégations de Hong Kong, Chine, et de la Suisse. Il a pris note des questions soulevées par le Taipei chinois au sujet du blanchiment de capitaux, et des réponses fournies par Hong Kong, Chine. Il a exprimé son appréciation à la Malaisie

pour son intervention qui contenait de nombreux renseignements pertinents. Le texte de la déclaration serait communiqué aux Membres. S'agissant des opérations financières électroniques, il a engagé les autres Membres à présenter des communications et des documents analogues. Il serait intéressant à cet égard d'examiner les résultats d'expérience des pays en développement dans ce domaine. Le Président estimait qu'un débat plus poussé sur les finances électroniques serait utile, particulièrement à la lumière des négociations en cours dans le domaine des services financiers.

33. Le Comité a pris note des déclarations faites et a décidé de revenir à ce point à la prochaine réunion. Le Président a de nouveau encouragé les Membres à faire part de leur expérience concernant leur secteur financier.

D. DATE DE LA PROCHAINE RÉUNION

34. Le Président a dit que le séminaire sur la réglementation intérieure était prévu pour octobre et qu'il risquait donc d'être difficile de tenir la prochaine réunion du Comité pendant la deuxième semaine de la prochaine série de réunions sur les services comme cela s'était fait à d'autres occasions afin de profiter de la présence à Genève d'experts des services financiers. Compte tenu de cela, et pour faciliter la participation d'experts des services financiers, il a proposé que le Comité tienne sa prochaine réunion à une date aussi proche que possible de la fin de la première semaine de la série de réunions sur les services en octobre.

35. Le Comité en a ainsi décidé.

E. AUTRES QUESTIONS

36. Le Président a soulevé formellement deux questions.

**1. Rapport pour la Conférence ministérielle de Cancún**

37. Le Président a rappelé que, conformément aux prescriptions concernant les rapports qui doivent être présentés à la cinquième session de la Conférence ministérielle, le Comité devait établir une mise à jour de son rapport annuel 2002. Cette mise à jour, qui décrivait les faits nouveaux intervenus depuis le dernier rapport annuel du Comité, avait été distribuée sous la cote S/FIN/W/27. Les mises à jour émanant des organes subsidiaires du Conseil du commerce des services devaient être annexées au rapport que CCS devait lui-même présenter au Conseil général. Étant donné que la prochaine réunion du Comité devrait se tenir après la réunion du Conseil du commerce des services où les mises à jour devaient être approuvées, la mise à jour du rapport du Comité avait été approuvée par correspondance. En conséquence, et comme aucune observation ou proposition n'avait été transmise au Secrétariat le mardi 1<sup>er</sup> juillet 2003, le rapport était considéré comme approuvé et avait été transmis au Conseil du commerce des services sous la cote S/FIN/9.

**2. Examen transitoire au titre du paragraphe 18 du Protocole d'accession de la République populaire de Chine**

38. Le Président a rappelé que la section 18 du Protocole d'accession de la République populaire de Chine prévoyait un examen annuel de la mise en œuvre par la Chine de l'Accord sur l'OMC et des dispositions y relatives du Protocole d'accession de la Chine. Comme signalé au paragraphe 18, le Comité du commerce des services financiers était au nombre des organes où se déroulerait cet examen. Les résultats de l'examen réalisé par le Comité seraient présentés au Conseil du commerce des services, qui ferait rapport au Conseil général, lequel procèderait ensuite à son propre examen. L'année précédente, le Comité avait réalisé son examen le 21 octobre. Le rapport de cet examen figurait dans le document S/FIN/7. L'examen devait être programmé suffisamment tôt avant la réunion du Conseil général afin de permettre à celui-ci de tenir un débat utile. Compte tenu de tous

ces éléments, le Président a annoncé qu'il tiendrait des consultations au cours des semaines suivantes quant à la date et à d'autres aspects touchant l'organisation de cet examen.

39. Le Comité a pris note des déclarations faites.

---